

# Consultation nationale citoyenne

Lancée à l'initiative du collectif "Carcassonne en colère" depuis le 10 janvier 2019, cette enquête citoyenne est aujourd'hui en cours de réalisation par des collectifs issus de 30 départements.

Lancée avant le grand débat, son but est de donner la parole aux français sur des sujets de préoccupation majeurs, en préfigurant ce que pourrait être un Référendum d'Initiative Citoyenne.

En effet, dès le 17 novembre, nous avons échangé avec plusieurs dizaines de milliers de citoyens lors de manifestations, barrages filtrants, occupations de ronds-points. Il en est ressorti qu'il était indispensable de donner la parole à toutes celles et ceux qui font société en engageant **une nouvelle action** dans une démarche constructive, réaliste, non idéologique et non violente ce qui constitue notre démarche depuis le début du mouvement.

A cette fin, dans les premiers jours du mois de décembre, nous avons constitué un groupe de réflexion et de travail qui a planché durant plusieurs semaines sur différents sujets de préoccupation des français. Ce travail a été ensuite enrichi par des échanges menés avec plusieurs centaines de citoyens. La synthèse de ces travaux a été regroupée dans un questionnaire comprenant **5 thèmes et 67 propositions** parmi les plus revendiquées. Chaque thème possède une case « autre » afin que toute personne enquêtée puisse évoquer un sujet qui ne figure pas dans le document initial. Trois cases par thème peuvent être cochées y compris une case « autre », de sorte à obtenir 15 propositions maximum par questionnaire afin de faire ressortir les points à traiter en urgence. Les documents sont saisis et archivés au fur et à mesure des retours par chaque collectif et centralisé au niveau départemental. De notre côté nous avons choisi de restituer, à terme, lors de réunions publiques, le résultat du sondage auprès de la population en débattant sur les 15 propositions choisies majoritairement par les citoyens.

Chaque Collectif décide bien évidemment en totale autonomie de ce qu'il souhaite faire des résultats, toutefois, le but ultime pourrait être de confronter nos chiffres et de les faire connaître publiquement en allant à Paris ou pas (les possibilités ne manquent pas !) ainsi que de peser sur le débat national dont le concept porte à rire avec plus de 150 000 revendications comptabilisées sur le site gouvernemental au 02/02/2019. Il va falloir embaucher très vite des centaines de personnes pour les trier et les hiérarchiser !

Nous appelons tous les collectifs qui ont la même vision sociétale allant vers plus d'équité, de transparence, de démocratie directe, à reprendre à leur compte cette démarche citoyenne.

Si la quasi-totalité des départements français s'engageait dans cette voie, il serait alors impossible au gouvernement d'ignorer la voix du peuple.

Nous vous proposons de vous transmettre tous les documents qui permettent de réaliser l'enquête mais comme nous sommes, contrairement à nos prétendues élites, dans l'apport mutuel d'expériences, n'hésitez pas à apporter votre pierre à l'édifice.

Force et courage !